

Le monde occidental et ses deux capitalismes

Edmund S. Phelps (professeur d'économie politique à l'Université de Columbia à New York, McVikar)

22 juin 2006, (Rubrique Opinions)

Sciences po fête cette semaine le soixantième anniversaire de sa refondation par le Général de Gaulle et remet un Doctorat Honoris Causa à six universitaires de renommée internationale. Le Figaro s'associe à l'événement et publie leurs articles. Aujourd'hui, celui d'Edmund S. Phelps.



Le long ralentissement économique de l'Europe de l'Ouest continentale (le Continent) prend les proportions d'une crise. Si la croissance a retrouvé aujourd'hui un rythme quasi normal, le Continent a perdu beaucoup de terrain. Cette piètre performance soulève des questions d'économie politique qu'on pensait définitivement réglées il y a peu.

Les critiques du modèle social voient dans celui-ci le principal coupable du manque de vitalité et du faible taux d'emploi qui caractérisent le Continent. Cependant, diminuer prestations et cotisations sociales n'entraînerait pas de véritables transformations et conduirait seulement à grossir les rangs de la population active.

Je pense que le modèle économique du Continent est le premier responsable de cette situation affligeante que nous connaissons. C'est ce modèle économique, et non pas le modèle social, qui est la clé d'une réelle redynamisation. Il existe deux modèles économiques en Occident et celui du Continent est le moins favorable.

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont un système de propriété privée. Ce système se caractérise par une large ouverture aux nouvelles idées commerciales qui émanent d'entrepreneurs privés. Il se distingue aussi par la grande pluralité des points de vue des financiers et de ceux qui détiennent la richesse, ceux-là même qui sélectionnent les idées à cultiver par l'apport de capitaux et d'incitations nécessaires à leur développement. L'innovation vient pour bonne part d'entreprises déjà établies, comme les groupes pharmaceutiques, mais une part importante émane aussi des start-ups en particulier des plus jeunes et actives. Il s'agit du modèle de la libre entreprise.

L'Ouest de l'Europe continentale a introduit dans son système des institutions visant à protéger les intérêts des « parties prenantes » et des « partenaires sociaux ». Ces institutions comprennent, par exemple, la majorité, voire la totalité des composantes du système corporatiste de l'Italie de l'entre-deux-guerres : grandes confédérations patronales, grands syndicats et grandes banques (Une configuration qui perdure aujourd'hui en Italie et en Allemagne). Ce système entrave ou bloque de nombreux projets innovants, y compris ceux des start-ups. En matière d'innovation, ce système compte davantage sur la coopération des sociétés déjà établies avec les banques locales et nationales. Il s'efforce de compenser par la sophistication technologique ce qui lui manque d'esprit d'entreprise. Ce système n'est pas celui de la libre entreprise.

Ma thèse est que les économies de libre entreprise sont structurées de telle sorte qu'elles tendent à posséder davantage de ce que j'appelle le dynamisme : elles ont plus de dispositions aux innovations commercialement réussies. De nombreuses données statistiques montrent que

les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada sont plus dynamiques que les trois grands pays du Continent, la France, l'Allemagne et l'Italie. A titre d'exemple, les salariés y font état d'une bien plus grande autonomie de décision dans leur travail que leurs homologues d'Europe continentale et dans les sociétés appartenant à de grands groupes performants, le taux de rotation du personnel est plus important.

La théorie moderne du dynamisme, initialement formulée par Friedrich Hayek dans les années 30, explique pourquoi le système de la libre entreprise, s'il est suffisamment pur, est nécessairement le système le plus dynamique. De nouvelles idées jaillissent du savoir-faire spécialisé du salarié le plus humble. La pluralité des expériences et des connaissances que les financiers mobilisent pour prendre leurs décisions donne à la plupart des entrepreneurs une chance de soumettre leurs idées à une évaluation éclairée. Le financier et l'entrepreneur n'ont pas besoin de l'approbation de l'Etat ou des partenaires sociaux, ils ne devront pas leur rendre de compte par la suite. Il est ainsi possible d'initier des projets qui paraîtraient trop innovants, insuffisamment transparents et trop incertains pour être approuvés par l'Etat ou les partenaires sociaux. Enfin, la pluralité des connaissances et des expériences que les managers et les consommateurs mobilisent pour décider quelles innovations tester et adopter est cruciale pour donner une chance aux plus prometteuses d'entre elles. Là où le système continental réunit des experts pour fixer la norme d'un bien, le capitalisme en autorise le lancement de toutes les versions.

Les bénéfices de ce dynamisme jouent un rôle essentiel dans la vie de tous. Le premier de ces bénéfices est une plus forte productivité qui augmente la qualité de la vie et, en accroissant les salaires, permet à ceux qui ont un emploi peu rémunéré d'échapper à un travail ennuyeux, éreintant et dangereux. L'autre bénéfice, comme l'indique l'expérience des Etats-Unis, est qu'il est profitable pour l'économie globale d'innover.

Un dynamisme actif, qui nourrit l'économie des nouvelles idées des entrepreneurs, transforme aussi le poste de travail. Pour les salariés, les difficultés qui se posent sont autant de stimulants et d'incitations à résoudre les problèmes et donc autant d'occasions d'investissement et d'épanouissement personnels. Cet effet peut être observé dans les données des enquêtes statistiques. Dans la pensée aristotélicienne, le désir d'un tel épanouissement intellectuel est universel. Et finalement, un lieu de travail plus gratifiant attirera davantage de travailleurs et réduira le chômage. Pour la plupart d'entre nous, le système de la libre entreprise est le seul à même de nous proposer des défis toujours renouvelés.

Le Continent et les Etats-Unis doivent bien évidemment s'attaquer au problème de l'exclusion, mais le Continent ne pourra renouer avec une économie de prospérité et d'épanouissement personnel qu'à la seule condition de déraciner les institutions qui font obstacle au dynamisme.